

ÉDITORIAL

Janvier-mars 2012 01

S'il ne va pas sans risque, le lancement d'une nouvelle revue académique est toujours une aventure intellectuelle et une expérience collective stimulante et pleine de promesses. Promesse de contributions régulières et variées, d'abord, consacrées à un objet à la fois précis et étendu. *Gouvernement & action publique* s'intéresse aux activités de gouvernement au sens large : les transformations des États, des exécutifs et des administrations, les formes multiples d'organisation et de fonctionnement des démocraties et la conduite de l'action publique.

La création de *Gouvernement & action publique* repose, ensuite, sur trois convictions fortes partagées par son comité de rédaction, résolution internationale et pluraliste dans ses orientations et ses appartenances.

La première est que les enjeux de gouvernement et d'action publique se situent au cœur de la vie politique contemporaine et qu'ils méritent d'être au centre d'un projet éditorial académique. Nous entendons « gouvernement » au sens large de *government*. Celui-ci ne se limite pas au pouvoir exécutif, mais inclut les administrations, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, ainsi que les nombreuses autorités publiques qu'il s'agisse des collectivités territoriales, de l'Union européenne ou de multiples acteurs parapublics. Notre acception de « l'action publique » englobe les pratiques sociales de direction, de régulation et de coproduction des conduites et des comportements de multiples acteurs sociaux, individuels et collectifs, dans le cadre de politiques de réglementation, de contrôle ou de redistribution. Le fait politique que constituent les activités de gouvernement doit être étudié à travers ces différentes dimensions toutes fondamentales : légitimation, exercice de la contrainte, compétition électorale, production de politiques publiques et fabrication de biens publics, participation des citoyens, etc. Les activités de gouvernement sont au centre des fonctionnements de la Cité.

La deuxième conviction est la volonté de tenir ensemble et de faire jouer les unes avec les autres des approches aujourd'hui fortement autonomisées : analyse des politiques publiques, sociologie de l'État, science administrative, gestion publique, sociohistoire des institutions, analyse du personnel politique et des élites, économie politique, politique comparée, sociologie de la stratification sociale et des inégalités, étude des mouvements sociaux, sociologie des sciences et des techniques, études européennes, relations internationales. Revue principalement ancrée en science politique, elle se tourne résolument vers les autres disciplines des sciences sociales (sociologie,

histoire, économie). Conçue comme un lieu de rencontres, *Gouvernement & action publique* ne se revendique d'aucune école théorique mais souhaite contribuer aux débats théoriques, à l'approfondissement méthodologique et à l'accumulation empirique autour d'un objet commun : l'action des gouvernements et leurs effets.

La troisième conviction est qu'il existe une place à occuper dans le paysage académique francophone pour une revue proposant de réfléchir aux activités de gouvernement, à la transformation des États et aux mutations de l'action publique. Si l'on trouve des revues francophones académiques généralistes de sciences sociales qui abordent ces sujets, il n'existait pas, jusque-là, de vraie revue académique centrée exclusivement sur ces enjeux, alors que des disciplines comme l'analyse des politiques publiques, la sociologie de l'État, la science administrative ou la sociologie des savoirs et des pratiques de gouvernement se portent bien académiquement en France et à l'international.

Éditée par les Presses de Sciences Po et également disponible en version électronique sur Cairn, *Gouvernement & action publique* vise l'ensemble du public francophone, et plus largement l'ensemble du monde académique international. Les articles y sont publiés en français ou en anglais.

La revue, trimestrielle, combine des varia et des numéros spéciaux. Elle accueille des articles scientifiques qui peuvent porter sur des terrains de recherche très différents, tant géographiquement que sectoriellement. Elle publiera des articles portant sur des objets locaux, régionaux, nationaux, européens ou internationaux et organisera des confrontations d'articles (deux ou trois) sur un thème commun dans un cadre intitulé « regards croisés ».

Gouvernement & action publique comprend aussi une rubrique « Lectures » proposant une grande variété de formats : « grand angle » qui offre des lectures et des débats approfondis sur un ouvrage, à une ou plusieurs voix ; « lecture croisée » qui recense plusieurs livres simultanément et les fait dialoguer ; « état des lieux » qui propose un état de l'art sur une thématique ; « classiques » qui revient sur un ouvrage fondateur et ses apports en les mettant en perspective et en discutant les filiations ; « comptes rendus » qui présente et commente des ouvrages récemment parus, en français ou en anglais.

Les lecteurs trouveront dans ce numéro l'ensemble des consignes et recommandations aux auteurs. À vos plumes et à vos claviers ! Le comité de rédaction de GAP attend vos contributions sous toutes leurs formes. Tous les articles font l'objet d'une évaluation anonyme par trois évaluateurs (un membre du comité, deux extérieurs au comité de rédaction). Les décisions finales de publication sont prises de manière collégiale par le comité de rédaction qui se réunit de façon trimestrielle et sont, dans tous les cas, assorties de commentaires détaillés et constructifs.

Ce premier numéro de *Gouvernement & action publique* rassemble cinq contributions autour de la thématique centrale de la revue « Approches

croisées de l'État, du gouvernement et de l'action publique ». Les perspectives tracées proposent toutes, à leur manière, de dépasser les frontières trop souvent établies entre objets et disciplines en proposant non seulement des pistes mais aussi en présentant des résultats de recherche. Elles émanent de chercheurs confirmés ou en devenir.

Les décloisonnements opérés dans ce premier numéro se font, d'une part, à l'intérieur de la science politique, d'autre part avec d'autres disciplines. L'article de Simon Persico, Caterina Froio et Isabelle Guinaudeau met en avant l'apport que représente l'analyse systématique des agendas (partisans et législatifs) pour articuler l'analyse de la vie politique avec celle de l'action publique. La compréhension de cette dernière gagne aussi à s'appuyer sur l'analyse des mouvements sociaux et des dynamiques transnationales comme le montrent Marcos Ancelovici et Jane Jenson à propos de mécanismes de standardisation qui sont au fondement des transferts transnationaux de dispositifs de gouvernement et d'action publique (ici les commissions vérités et réconciliation et les transferts monétaires conditionnels). Si ces deux articles soulignent la nécessité de croiser *policy* et *politics*, celui de Jean Leca propose une articulation avec les trois sens du terme politique, autrement dit également avec la dimension *polity*, fortement négligée par la sociologie politique de l'action publique. Ainsi sont posées les bases d'un dialogue fructueux avec la théorie politique. Les articles de Vincent Dubois, de Bernard Jullien et Andy Smith soulignent quant à eux l'importance de la prise en compte d'autres disciplines : l'ethnologie et l'économie politique. Vincent Dubois montre les apports de la méthode ethnographique pour analyser l'État au concret, en particulier au niveau de ses rapports avec les usagers. Bernard Jullien et Andy Smith prolongent la réflexion sur l'économie politique institutionnaliste par la prise en compte des différents niveaux d'action, ce qui permet de renouveler l'analyse du gouvernement de secteurs industriels.

Cette première moisson d'articles a pour ambition d'ouvrir des débats, de susciter des pistes de réflexion et de recherche, et appellera d'autres contributions qui prolongeront et reprendront les fils tirés ici. Le numéro 2/2012 de la revue poursuivra ces échanges et accueillera en varia des articles qui nous ont été envoyés à la suite de l'annonce de son lancement.

Nous vous souhaitons à tous une très bonne lecture et comptons sur votre participation à cette entreprise collective.

Le comité de rédaction